

## DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

### Le Directeur Général,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,
- Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 6143-7 et D 6143-33 à D 6143-35,
- Vu le décret du Président de la République du 7 janvier 2022 portant nomination de **Monsieur Jean-François LEFEBVRE** en qualité de Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse,
- Vu le procès-verbal du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Occitanie du 1er février 2022 portant installation de **Monsieur Jean-François LEFEBVRE** en qualité de Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse et Directeur du Centre Hospitalier de Lavaur, en direction commune, à compter du 1er février 2022,
- Vu l'arrêté du Centre National de Gestion en date du 17 décembre 2020 affectant **Monsieur Mickaël DELEPAUL** en qualité de Directeur Adjoint chargé des affaires juridiques au Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

### DECIDE

#### ARTICLE 1

##### *Article 1.1*

Délégation est donnée à **Monsieur Mickaël DELEPAUL**, Directeur des affaires juridiques, à l'effet de signer en lieu et place du Directeur Général, les courriers, décisions et documents de toute nature se rapportant aux attributions de la direction des affaires juridiques afin notamment d'assurer la continuité des services de la direction des affaires juridiques.

##### *Article 1.2*

Sont exclus de la délégation accordée :

- les courriers échangés avec le Président du Conseil de Surveillance, les élus nationaux ou locaux
- les actes engageant le CHU dans ses relations avec les élus nationaux ou locaux.

#### ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Affaires Juridiques, sans que l'absence ou l'empêchement ait besoin d'être évoqué ou justifié, la délégation consentie à l'article précédent sera exercée, dans les mêmes limites, par **Madame Aurélie CASSAGNES-RIGOU**, Attachée d'administration Hospitalière à la Direction des Affaires Juridiques.

**ARTICLE 3**

En tant que Directeur de garde, **Monsieur Mickaël DELEPAUL** est également habilité à signer, pendant la période de garde, tous documents nécessaires à la continuité du bon fonctionnement du service public hospitalier.

Par ailleurs, en cas d'empêchement ou d'absence d'un directeur normalement compétent **Monsieur Mickaël DELEPAUL** est habilité à signer pour cette période tous courriers, décisions ou documents se rapportant aux attributions de la direction ou du pôle concerné afin notamment d'assurer la continuité des services.

**ARTICLE 4**

En application des articles R421-1 à R421-7 du code de justice administrative, un éventuel recours contre cette décision peut être porté devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de la publication de cette décision.

**ARTICLE 5**

Les délégataires en sont informés et apposent leur signature en annexe de la présente décision.

La présente décision sera communiquée au Conseil de Surveillance et transmise au Trésorier des Hôpitaux de Toulouse, comptable assignataire du CHU de l'établissement.

La présente décision prend effet à compter de sa publication la rendant consultable et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute Garonne.

Toulouse, le 1er février 2022

Le Directeur Général,

**Jean-François LEFEBVRE**

  
